

RÈGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

MODERNISATION DE L'ECLUSE N°4 DE NOTRE-DAME-DE-LA-GARENNE

Date et heure limites de réception des candidatures :

Lundi 31 mars 2025 à 12:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire des Boucles de la Seine
11 cours de Chimay
78700 Conflans-Sainte-Honorine

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Justification du passage en procédure concurrentielle avec négociation	4
1.2 - Objet	4
1.3 - Mode de passation	5
1.4 - Type et forme de contrat	5
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Déroulement de la consultation	6
2.2 - Délai de validité des candidatures et des offres	6
2.3 - Forme juridique du groupement	6
2.4 - Variantes	7
2.5 – Exigences minimales	7
2.6 - Développement durable	7
2.7 - Langue utilisée dans l'offre	7
2.8 - Unité monétaire du marché	7
3 - Les intervenants	8
3.1 - Désignation de l'acheteur	8
3.2 - Représentant de l'acheteur	8
3.3 - Conduite d'opération	8
3.5 - Maîtrise d'œuvre	8
3.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	8
3.7 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	8
3.8 - Contrôle technique	8
4 - Conditions relatives au contrat	9
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	9

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
4.4 - Conflit d'intérêt	9
5 - Contenu du dossier de consultation	9
5.1 – Contenu du dossier de consultation – PHASE CANDIDATURE	9
5.2 – Contenu du dossier de consultation – PHASE OFFRE	10
6 - Présentation des candidatures et des offres	10
6.1 – Contenu du dossier de CANDIDATURE	10
6.2 – Contenu du dossier de l'OFFRE	12
6.3 - Visites sur site	13
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
7.1 - Transmission électronique	13
7.2 - Transmission sous support papier	14
8 - Examen des candidatures et des offres	14
8.1 - Sélection des candidatures	14
8.2 - Attribution des marchés	17
8.3 - Suite à donner à la consultation - Négociation	18
9 - Renseignements complémentaires	19
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	19
9.2 - Procédures de recours	20

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Justification du passage en procédure concurrentielle avec négociation

Il a été fait le choix d'une passation du marché sous la procédure formalisée avec négociation sur la base des articles L2124-3 et R2124-3 1° du code de la commande publique.

En effet, il est établi que les travaux objet du présent marché, alliant modernisation et rénovation, ne peuvent être réalisés de façon standard, par des solutions classiques. La réalisation des travaux nécessite ici des adaptations spécifiques liées à la technicité et complexité particulières du besoin (cf. note technique et CCTP).

Ainsi, en janvier 2025, la décision de déclaration sans suite d'une première consultation (passée sous la procédure d'appel d'offres ouvert) s'est imposée après le constat d'une indispensable redéfinition à apporter au besoin, au cahier des charges.

Pendant la consultation, la reconsidération de plusieurs aspects du besoin par la maîtrise d'ouvrage ainsi que le nombre important de questions techniques posées par les entreprises ont pointé la nécessité d'adaptations particulières et de nouvelles exigences techniques attendues (notamment pour le désamiantage systématique des vantaux de l'écluse n°4 ou encore le changement complet de la motorisation de la porte levante, de la technologie envisagée).

1.2 - Objet

La présente consultation concerne :

Les travaux de modernisation et de réhabilitation de l'écluse n°4 de 12 par 185 mètres du site de Notre-Dame-de-la-Garenne géré par VNF dans le département de l'Eure (27).

Les travaux concernent les trois têtes de l'écluse (amont et intermédiaire équipées de vantaux busquées et aval d'une porte levante).

Les travaux s'articulent autour de 6 volets principaux :

- Travaux sur les portes busquées ;
- Travaux sur la porte levante ;
- Travaux sur l'installation électrique et contrôle-commande ;
- Fourniture de pièces de rechange pour les têtes à porte busquée ;
- Travaux sur les vannes d'aqueducs ;
- Travaux de génie-civil.

Auxquels s'ajoutent :

- La réalisation des études d'exécution de tous les travaux ;
- Les études de méthode de réalisation de tous les travaux ;
- La préparation du chantier ;
- L'installation de la base vie du chantier ;
- La mobilisation, l'amenée sur site et le repli de l'ensemble du matériel ;
- L'évacuation des différents déchets issus du chantier ;

- La mise en place de tous les dispositifs nécessaires aux travaux à réaliser sur des équipements protégés par des pentures contenant des fibres d'amiante et/ou du plomb ;
- La participation aux constats contradictoires ;
- La réalisation de tous les essais et réglages préalables à la réalisation des essais officiels des différents équipements ;
- La remise en état des zones de travail ;
- Le repliement des installations de chantier ;
- L'établissement et la fourniture du dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans lequel figureront les prescriptions et gammes opératoires détaillées des équipements fournis et installés dans le cadre du marché de travaux.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Voies Navigables de France - site éclusier de Notre Dame de la Garenne
Communes de Gaillon et St Pierre de la Garenne, 27600

1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure formalisée avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 1° et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

1.4 - Type et forme de contrat

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Le marché n'est pas alloti.

Le marché n'est pas ouvert à des variantes.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45240000-1	Travaux de construction d'ouvrages hydrauliques

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une PHASE DE CANDIDATURE au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés. Les candidats retenus se verront remettre un DCE complet comprenant notamment le CCAP et le CCTP.

A l'issue de cette phase, seuls 3 candidats (au maximum) obtenant la meilleure note seront invités à poursuivre la procédure à la phase suivante.

- Une PHASE D'OFFRE au terme de laquelle l'attributaire sera choisi.

Le RPA se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le calendrier prévisionnel de consultation est le suivant :

- Publication de l'AAPC pour la consultation phase candidatures : 27 février 2025
- Délai de réception des candidatures : 31 mars 2025 (32j)
- Transmission DCE aux candidats retenus pour la consultation des offres : 11 avril 2025
- Transmission des offres initiales : au plus tard le 30 mai 2025
- Négociation : semaines 27 et 28 (du 30 Juin au 11 Juillet 2025)
- Appel à remettre l'offre finale : à l'issue des négociations
- Transmission des offres finales : 31 juillet 2025
- Notification : 21 novembre 2025

2.2 - Délai de validité des candidatures et des offres

Le délai de validité des offres initiales est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres initiales. Ce délai de 180 jours est systématiquement réinitialisé à compter de la date limite de réception d'éventuelles offres ultérieures et finales.

2.3 - Forme juridique du groupement

Le marché sera conclu :

- Soit avec une entreprise unique ;

- Soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les offres présentées par des groupements doivent être signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le seul mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Ces habilitations doivent alors être jointes au dossier de candidature.

2.4 - Variantes

Non concerné.

2.5 - Exigences minimales

A l'issue de la phase de sélection des candidatures, les candidats admis recevront un dossier de consultation des entreprises par le biais de la plateforme PLACE et seront invités à remettre une offre. Les critères de notation, la période du chômage et sa durée ne pourront pas faire l'objet de négociation.

2.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.7 - Langue utilisée dans l'offre

Le français est la seule langue à utiliser pour tous les documents et toutes les relations entre le Maître d'Ouvrage, ou ses représentants, et les candidats. Si des pièces accompagnant le dossier de candidature et l'offre sont rédigées en langue étrangère, elles seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française. Dans ce cas, seule la version française fera foi.

2.8 - Unité monétaire du marché

L'unité monétaire du marché est l'euro.

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Voies Navigables de France (VNF) - Etablissement public

3.2 - Représentant de l'acheteur

Voies Navigables de France – Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
18 Quai d'Austerlitz
75013 PARIS

3.3 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le bureau Maître d'Ouvrage (BMOA) de l'UTI Boucles de la Seine.

3.5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement d'entreprise : ISL Ingénierie (mandataire) et WPI.

Leur mission s'étend de la phase études (DIA, AVP, PRO) jusqu'à la réception des travaux et suivi de la phase de garantie de parfaite achèvement (de l'ACT à l'AOR).

3.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.7 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Le coordinateur est désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS » ou « CSPS ».

Celui-ci sera désigné par le maître d'ouvrage d'ici la notification du présent marché de travaux.

Les prestations objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (article R.4532-1).

3.8 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné d'ici la notification du présent marché de travaux.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du marché court de la notification jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles et/ou de l'apurement des comptes.

Les délais distincts des prestations sont fixés au CCAP qui sera fourni lors de la phase OFFRE.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4.4 - Conflit d'intérêt

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF. Dans son offre, le candidat devra remettre une attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt.

5 - Contenu du dossier de consultation

5.1 - Contenu du dossier de consultation – PHASE CANDIDATURE

Le dossier de consultation, en phase d'appel à candidatures est constitué des pièces suivantes :

- Un aperçu de l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication (AAPC)
- Le présent règlement d'appel à candidature (RAC)

- La note technique (NT).

Le dossier de consultation, en phase d'appel à candidatures est disponible sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE, sous la référence « VNF_2025_UBS_TRAVAUX_NDG4_NEGO » à l'adresse URL suivante :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2715958&orgAcronyme=d4t>

5.2 - Contenu du dossier de consultation – PHASE OFFRE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient a minima les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Les plans et archives à disposition

Le contenu du DCE pourra être précisé en phase OFFRE.

Il est remis à chaque candidat admis à soumissionner pour une offre, à l'issue de l'examen des candidatures, via PLACE.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Contenu du dossier de CANDIDATURE

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou formulaire DC2 dûment complété	Se référer à l'article 8.1 : <u>chiffres d'affaires minimal exigé</u>
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Se référer à l'article 8.1
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants précisant montant, date, lieu d'exécution, destinataire et s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin	<u>Nombre et types de références à produire listés à l'article 8.1</u>
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Se référer à l'article 8.1
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel terrestre et maritime/fluvial et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Se référer à l'article 8.1
Certificats de qualifications professionnelles (dont le titre professionnel ou habilitation ou attestation de compétence pour travailler en présence d'amiante (Sous-section 3) : obligatoire)	<u>Certificats, justificatifs à produire listés à l'article 8.1</u>

Pour présenter leur candidature, les candidats transmettent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat et que les candidats devront apporter la preuve d'une délégation de signature éventuelle.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les entités ayant retiré le dossier en seront informées via PLACE.

6.2 - Contenu du dossier de l'OFFRE

A l'issue de la phase de sélection de candidatures, les candidats admis recevront un dossier de consultation des entreprises par le biais de la plateforme PLACE et seront invités par le règlement de consultation à remettre une offre comportant a minima les pièces suivantes :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes complétés, datés et signés – Une attention particulière pour le renseignement des délais est requise
Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
Le sous-détail des prix unitaires
Le détail quantitatif estimatif (DQE)
<p>Le dossier technique permettra au RPA de juger la compréhension du besoin, les capacités et compétences techniques ainsi que les références du candidat. Il est composé des éléments suivants :</p> <p>MEMOIRE TECHNIQUE</p> <p>Une note de compréhension et d'analyse du besoin</p> <p>Une note méthodologique détaillant les différentes phases des études et du chantier et les modalités de leur exécution (illustrée de schémas et plans à l'appui). Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De réalisation des études ; • De batardage des têtes busquées ; • De mise à sec de ces mêmes têtes ; • De remplacement des pièces fixes des vantaux busqués ; • De changement des rails de puits de vannes ; • De dépose des équipements de manoeuvre de la porte levante ; • De pose des nouveaux équipements de manoeuvre de la porte levante ; • De relevés sur site et d'usinages ; • De remplacement des bollards d'amarrages et des pièces de fixations des défenses. <p>SECTION PLANNING</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le planning général prévisionnel de réalisation des travaux, et faisant apparaître chacun des délais distincts prévus à l'acte d'engagement. • Le planning détaillé de réalisation des travaux de chômage, précisant au pas journalier sur la période de chômage l'enchaînement des tâches. Il sera accompagné d'une note de présentation du planning et de plans détaillant, pour chaque phase, la configuration du chantier et les emplacements des différents matériels utilisés (pontons, moyens de pompage, de levage,). • Le planning fera apparaître les dates et durées prévisionnelles des interruptions d'alimentation électrique le cas échéant. <p>SECTION SCHEMAS ORGANISATIONELS (comprenant moyens humains et matériels) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ), servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Il suivra le canevas présenté en annexe du RC.

<ul style="list-style-type: none"> Le Schéma d'Organisation du Plan Assurance Environnement (SOPAE), servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance environnement (PAE). Le SOPAE inclut le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de Chantier (SOSED). Le SOPAE tient compte des annexes du CCTP, notamment de la note d'incidence soumise à la DRIEAT ainsi que le rapport de l'entreprise Biotope sur la flore du site (et notamment ses recommandations). Il suivra le canevas présenté en annexe du RC.
Une attestation de visite de site
RIB

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.3 - Visites sur site

En phase CANDIDATURE, la visite de site est facultative.

En phase OFFRE, la visite devient **obligatoire** sauf justification de la bonne connaissance du site (attestation de visite des ouvrages visés par les travaux ou référence de travaux réalisés sur l'écluse concernée). Les candidats devront proposer plusieurs dates de visites par envoi d'un message via la plateforme PLACE.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, sous la référence PLACE « VNF_2025_UBS_TRAVAUX_NDG4_NEGO ».

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Le BPUF est à fournir au format Word ou équivalent et le DQE est à fournir au format Excel ou équivalent.

Après l'attribution, il sera demandé à l'attributaire, qui a signé l'acte d'engagement en scannant sa signature avant envoi ou qui n'a pas signé électroniquement l'acte d'engagement ou qui a fourni un acte d'engagement avec une signature électronique non reconnue par PLACE comme signature valide, de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou de le rematérialiser par une signature manuscrite originale et, si besoin, de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. **Le nombre est fixé à 3 candidats maximum.**

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Capacités économiques et financières Ce critère sera apprécié sur la base de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global moyen annuel du candidat, portant sur les trois derniers exercices disponibles. Dans le cas d'un groupement, le critère sera jugé sur la base de la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement.	Pas de pondération – critère éliminatoire si non respecté

Au titre du niveau spécifique minimal, <u>ce chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois dernières années d'exercice devra être au moins égal à 15 millions d'euros HT</u> . Dans le cas où ce niveau minimal ne serait pas atteint sur l'année 2022, le groupement est autorisé à fournir le chiffre d'affaires de l'année antérieure aux trois derniers exercices.	
2-Capacités professionnelles	30.0
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	6.0
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel terrestre et maritime/fluvial et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	12.0
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	12.0
3-Capacités techniques	70.0
<p>Références techniques (travaux exécutés) :</p> <p>Le candidat fournira au moins 4 (quatre) références de moins de 5 ans ciblées par rapport à l'objet de la consultation présentées sous la forme de fiches illustrées (1 fiche recto / verso par référence) témoignant la capacité technique sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Références de travaux nécessitant la conception, fabrication et/ou la rénovation de vantellerie (notamment vantaux busquées, vannes d'aqueducs et porte levante) <i>sur 11 points</i> - Références de manutention <100t d'éléments composant des ouvrages d'arts en milieu fluvial <i>sur 11 points</i> - Références en travaux de désamiantage de vantellerie <i>sur 11 points</i> - Références en conception, réalisation et maintenance d'équipements mécaniques, électromécaniques et hydrauliques <i>sur 11 points</i> - Références de travaux en électricité et automatisme sur écluses <i>sur 6 points</i> - Références en travaux de génie civil sur des ouvrages d'arts fluviaux <i>sur 6 points</i> <p>Les références seront accompagnées de certificats de capacité ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.</p>	56.0
<p>Certificats de qualifications professionnelles :</p> <p>La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par les certificats d'identités professionnelles ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.</p>	14.0

Titre professionnel ou habilitation ou attestation de compétence pour travailler en présence d'amiante (Sous-section 3)

Certificats d'identité professionnelle visés :

GROUPE 1

11 Ouvrages d'art et de GC industriel

112 Ouvrages de technicité moyenne à haute ou ouvrages groupés

1122 Ouvrages de technicité moyenne à haute en milieu maritime ou fluvial

12 Ouvrages métalliques

122 Ouvrages de technicité courante

14 Ouvrages en site maritime ou fluvial

142 en site fluvial, plan d'eau intérieur ou site maritime protégé

GROUPE 2

21 Libération sols, déconstruction

211 Démolition par engin mécanique

24 Fondations spéciales

242 Micropieux

GROUPE 7

71 Travaux liés à la construction d'ouvrages d'art et d'équipement industriel

7142 Manutention en milieu maritime ou fluvial

72 Travaux liés à la réparation - réhabilitation et au renforcement des structures de génie civil

7222 Protection des ouvrages métalliques

727 Structures en béton

7271 Reprise des bétons dégradés

76 Autres travaux spécialisés

763 Travaux subaquatiques

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner (3 maximum) sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Critère prix	30.0
2- Critère technique	48.0
3- Critère environnemental	7.0
4- Critère de délais	15.0

2- Critère technique	
Ce sous-critère sera jugé selon : <ul style="list-style-type: none">- La qualité et de la pertinence de la compréhension du besoin et de la méthodologie proposées – 20 points- La cohérence et la pertinence de la section planning – 5 points- La qualité et la pertinence du schéma organisationnel du plan d'assurance de la qualité :<ul style="list-style-type: none">o Qualité et pertinence des moyens humains proposés (notamment pour le référent maintenance*) et de l'organisation de l'équipe projet – 10 pointso Qualité et pertinence des matériels et des matériaux et fournitures mobilisés – 5 points	48

<ul style="list-style-type: none"> ○ Pertinence et robustesse des modalités de suivi de la qualité et des mesures d'hygiène sécurité – 8 points <p><u>*L'absence de référent maintenance disposant des compétences listées au CCAP entraînera l'irrégularité de l'offre</u></p>	
3 – Critère environnemental	
<p>Ce sous-critère sera jugé selon la qualité et pertinence du SOPAE (y compris SOSED) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence de la prise en compte des enjeux environnementaux – 3 points - Maximisation des approvisionnements et aménées replis en fluvial – 4 points 	7
4 – Critère de délais	
<p>Ce sous-critère relatif à la date limite du DD5 proposée par le candidat est calculé de la manière suivante :</p> $Note = 15 \times \frac{Durée\ chômage\ minimale}{Durée\ chômage}$ <p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Durée chômage = nombre de jours calendaires de chômage entre la date de fin affichée par le candidat et la date de fin de l'ensemble des études d'exécution (le 01/08/2026 au plus tôt – correspond à la fin du DD4) - Durée chômage minimale : durée du chômage du candidat proposant le chômage le plus court <p><u>Les offres faisant mention d'une date limite strictement postérieure au 30/11/2026 seront considérées comme irrégulières.</u></p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de moduler la note de délais/disponibilité à la baisse si la méthodologie est insuffisamment détaillée et laisse des doutes quant à la tenue des délais/disponibilités ou si les marges de sécurité paraissent inappropriées par rapport aux enjeux.</p>	15

Concernant les prix unitaires et forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix et le détail quantitatif estimatif ou d'autres documents de l'offre, le bordereau des prix prévaudra et les montants concernés seront rectifiés en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation - Négociation

La présente consultation intervenant dans le cadre d'une procédure avec négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer directement le marché sur la base des offres initiales sans négociation, ou de négocier conformément à l'article R2161-17 du code de la commande publique.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve de droit d'engager des négociations avec les candidats sélectionnés. Plusieurs phases de négociation sont possibles si le pouvoir adjudicateur le juge nécessaire. Conformément à l'article R2161-17 du CCP, le pouvoir adjudicateur négocie avec les candidats les offres initiales et

toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Conformément à l'article R2161-17 du CCP, les exigences minimales et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociations.

Hormis cela, la négociation pourra porter sur tous les aspects de la prestation afin de permettre aux candidats de proposer une solution pouvant convenir aux objectifs de VNF.

Les modalités d'organisation des négociations seront précisées dans le courrier d'invitation adressé à chaque candidat. Les négociations pourront se tenir en présentiel dans les locaux de VNF ou par visio-conférence ou courriel. Chaque candidat sera convoqué et informé par écrit de la date du rendez-vous au moins 5 jours ouvrés avant celui-ci et se verra préciser la date, l'heure de la réunion ainsi que sa tenue.

Les candidats ne pourront présenter que les propositions techniques et financières adressées à VNF. Aucun document supplémentaire ne sera examiné lors de l'audition, sauf si ces documents correspondent aux demandes de précisions ou compléments formulées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, la négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. A cette fin, le pouvoir adjudicateur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. Il ne peut révéler aux autres candidats les solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la discussion sans l'accord de celui-ci.

A l'issue des négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur invite les candidats ayant participé aux négociations à remettre leur offre finale. Seront éliminées les offres restées irrégulières ou inacceptables. Si le candidat invité à négocier ne remet pas d'offre finale dans le délai imparti, son offre initiale est considérée comme maintenue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2715958&orgAcronyme=d4t>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.